



SYNTHESE

FORETS AFRICAINES, CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ECONOMIE VERTE

La durabilité environnementale et économique puis le bien-être humain dépendent des forêts assez grandes, étendues et en bon état. Mais les conditions et politiques économiques actuelles veulent que le capital forestier soit liquidé à un rythme vertigineux pour des gains privés limités et à court terme. Un scénario économique alternatif se met en avant sous forme d'économie verte et les forêts en sont à la base. L'évolution vers une économie verte nécessitera des investissements pour réduire les émissions de carbone, améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources, éviter les pertes de la biodiversité forestière, puis des biens et services écosystémiques et enfin, réduire l'inégalité sociale.

Qu'est- que l'économie verte?

Le concept d'économie verte trouve ses origines avec celles de l'économie écologique et du développement durable. Cependant, il a été porté à l'attention mondiale généralisée avec la publication du nouveau pacte vert mondial du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et qui a été plus développé dans le rapport sur l'économie verte (UNEP, 2011). Cette dernière version est plus politique que les précédentes, incluant dans ses objectifs l'égalité et l'inclusion sociale.

Les principaux objectifs du nouveau pacte vert mondial étaient de réduire la dépendance vis-à-vis du carbone et la dégradation des écosystèmes, de relancer l'économie mondiale, de promouvoir une croissance durable et de créer de nouveaux emplois. Il y a cinq domaines prioritaires associés pour l'investissement:

- ▶ l'efficacité énergétique dans les constructions;
- ▶ les technologies d'énergies renouvelables;
- ▶ les technologies de transport durables;
- ▶ l'infrastructure écologique incluant les forêts;
- ▶ l'agriculture durable, y compris la production biologique.

Que peuvent apporter les forêts à l'économie verte?

Les secteurs de la foresterie et des produits ligneux peuvent contribuer de manière significative à la transition vers une économie mondiale plus verte et plus durable, surtout dans le contexte du changement climatique.

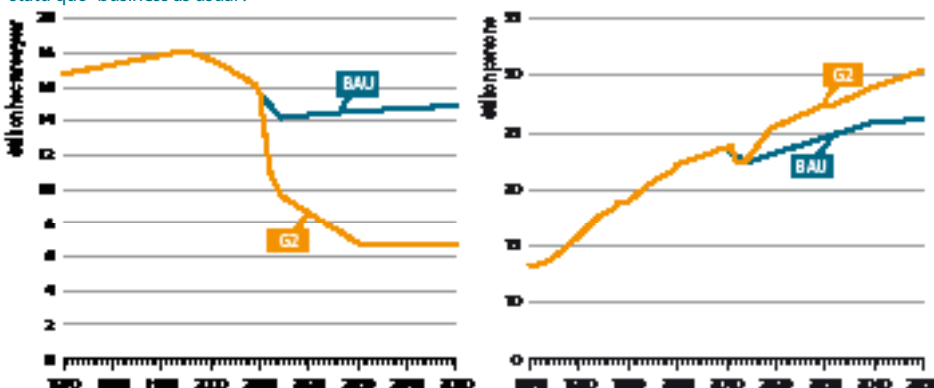
Définition de l'économie verte

Le PNUE définit l'économie verte comme une économie conduisant à une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources. Sous sa plus simple forme, elle se caractérise par un faible taux d'émission de carbone, l'utilisation rationnelle des ressources et l'inclusion sociale. Le verdissement de l'économie peut aussi être vu comme un "processus de reconfiguration des entreprises et des infrastructures afin d'offrir de meilleurs retours sur investissements de capital naturel, humain et économique, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre; en extrayant et en utilisant peu de ressources naturelles, en créant moins de déchets et en réduisant les disparités sociales".



Les forêts fournissent non seulement du bois, mais aussi d'importants valeurs et services environnementaux et sociaux. Plusieurs d'entre eux sont essentiels pour l'atténuation des futurs changements climatiques, principalement à travers leur rôle dans le cycle du carbone, la production de l'oxygène, le stock du dioxyde de carbone dans le sol et la biomasse forestière. D'autres services comprennent la conservation de la biodiversité, la lutte contre l'érosion, la protection des bassins versants, la création d'emplois et la satisfaction des besoins essentiels de subsistance, souvent dans des zones rurales pauvres. Dans une économie verte, la déforestation pourrait diminuer de manière significative avec des impacts sociaux, économiques et environnementaux positifs.

Figure 1: Réduction de la déforestation (a) et (b) création d'emplois dans le scénario de l'économie verte (G2) et le statu quo "business as usual".



Source: UNEP (2011)

La nécessité d'une meilleure gestion des forêts

Alors que les forêts sont reconnues pour leur important rôle en tant que puits de carbone, la gestion durable des forêts (GDF) peut être comprise comme un outil essentiel d'adaptation au changement climatique. Il en est ainsi parce qu'elle vise à conserver et protéger les ressources forestières contre l'exploitation excessive. L'Exploitation Forestière à Faible Impact a été l'un des premiers moyens d'élaboration puis d'établissement de critères et d'indicateurs pour la gestion durable des forêts; il a été remplacé par des systèmes de certification complets tels que ceux développés et supervisés par le Forest Stewardship Council (FSC).

La certification FSC suit dix principes et critères associés, lesquels couvrent tous les aspects de la gestion des forêts, de la plantation et la régénération jusqu'à l'exploitation. Ils comprennent également les normes environnementales, sociales et des règles de travail liées aux populations locales et autochtones, et aux travailleurs du secteur forestier. Toutefois, la lente expansion de la certification forestière dans les régions tropicales et sub-tropicales montre qu'un soutien plus proactif est nécessaire. L'évidence des impacts

Bois de l'opération de certification FSC, Cameroun (Avec l'autorisation du FSC® A.C.)



environnementaux montre que l'investissement dans la certification doit également être accompagné d'autres mesures pour améliorer la protection des forêts à haute valeur de conservation et le contrôle de l'exploitation forestière illégale.

De nouveaux cadres réglementaires dans le contexte du changement climatique

Les négociations sur les changements climatiques jouent un rôle important dans l'élaboration de nouveaux instruments et mesures politiques. Comme exemples, nous avons les «cinq grandes idées» du rapport du PNUÉ sur l'économie verte qui se concentrent sur les actions à moyen terme qui n'apporteraient pas de changements fondamentaux aux systèmes économiques actuels:

- ▶ les réformes de subvention;
- ▶ l'impôt vert et un système de permis;
- ▶ des incitations par le biais de règles des marchés publics durables;
- ▶ l'intégration du développement durable et des accords commerciaux;
- ▶ l'appui par une aide financière directe.

Les gouvernements doivent définir la meilleure combinaison et l'équilibre possibles entre ces différents types de politiques, en tenant compte des conditions locales et des spécificités de chaque situation et en assurant la cohérence des politiques entre et à travers les différents secteurs.

Des conditions spécifiques de facilitation sont nécessaires

Les décideurs avertis reconnaissent que la gestion des forêts ne peut entièrement être laissée aux marchés, car ceux-ci sont souvent imparfaits ou inexistant. En tant que tel, les gouvernements devront jouer un rôle actif pour réaliser pleinement les avantages liés aux forêts dans une économie verte.

Les décideurs avertis reconnaissent que la gestion des forêts ne peut entièrement être laissée aux marchés, car ceux-ci sont souvent imparfaits ou inexistants.

Ceci exigera des réformes politiques de la part des gouvernements et des organisations internationales pour créer des incitations à investir dans les forêts et des barrières pour modifier les signaux du marché et les attitudes associées de recherches de profit. Des exemples de ces conditions de facilitation comprennent les réglementations nationales, les subventions et incitations adaptées, la gestion de l'information, les marchés internationaux d'appui, l'infrastructure juridique, puis les protocoles de commerce et d'aide.

Le rapport sur l'économie verte estime qu'un investissement annuel supplémentaire de 40 milliards de dollars US sera nécessaire pour réduire de 50% les taux de déforestation mondiaux avant 2030 et augmenter de 140% le reboisement/boisement avant 2050. Les sources privées et publiques de financement seront nécessaires pour assurer le niveau d'investissement requis. Si les institutions financières, bancaires et d'investissements y sont attirées, les forêts doivent être promues comme des opportunités à importants retours sur investissements, mais des précautions doivent être prises pour que cela n'entraîne pas la suppression des revenus qui autrement, iraient aux communautés locales.

Quels sont les rôles des principaux acteurs?

La communauté internationale peut renforcer la gouvernance et créer des mécanismes transparents pour la mise en œuvre des accords liés à la foresterie en:

- ▶ acceptant les détails de mise en œuvre aussi rapide que possible des

initiatives REDD+ ;

- ▶ générant et en partageant des connaissances sur les services des écosystèmes forestiers;
- ▶ stimulant l'investissement privé avec des avantages équitables;
- ▶ promouvant le réinvestissement des revenus provenant des redevances et des taxes forestières dans le secteur forestier.

Les gouvernements peuvent faire en sorte que les investissements forestiers encouragent l'entrepreneuriat local en réduisant l'incertitude, avec l'appui politique et technique tels que:

- ▶ la garantie de revenus adéquats sur les investissements à risques ajustés;
- ▶ l'amélioration des procédures d'obtention d'approbation nationale et internationale pour les initiatives forestières;
- ▶ l'accord sur une vision nationale des moyens par lesquels les forêts peuvent contribuer au développement;
- ▶ l'utilisation des instruments de marché pour promouvoir l'investissement et l'innovation verte dans les forêts.

Le secteur privé investira dans les forêts et les produits forestiers si de bonnes mesures incitatives sont mise en place. Les marchés de crédits d'atténuation basés sur les forêts fournissent une excellente opportunité d'investissement dans les projets forestiers, les entreprises d'aménagement forestier, les fonds forestiers et permettent aux acteurs du secteur privé d'agir à titre de courtiers et d'intermédiaires financiers. Les actions potentielles comprennent:

- ▶ la fourniture des évaluations objectives, accessibles et vérifiables des risques des projets et activités forestiers;
- ▶ l'appui à la mobilisation des ressources ainsi que la mise en place des crédits pour des projets et activités liés à la foresterie;
- ▶ la garantie des investissements dans le secteur forestier à travers la fourniture d'assurance;
- ▶ l'application des instruments financiers conventionnels tels que les obligations et titres liés à la foresterie.

Tableau 1: Exemples d'investissements et d'actions verts

Secteur public ou partenariat public/privé	Secteur privé, y compris les particuliers et les communautés
<ul style="list-style-type: none">▶ Créer de nouvelles aires protégées et améliorer la mise en exécution.▶ Payez les propriétaires des terres forestières pour la conservation des forêts.▶ Racheter les concessions d'exploitation forestière.▶ Fournir des incitations pour améliorer la gestion forestière et le reboisement/boisement.▶ Appuyer la création de systèmes de certification.▶ Contrôler l'exploitation forestière illégale.	<ul style="list-style-type: none">▶ Appuyer le reboisement et le boisement pour la production.▶ Améliorer la gestion des forêts plantées.▶ Appuyer l'exploitation forestière à faible impact et la certification aux normes de gestion durable des forêts.▶ Développer l'écotourisme et les réserves naturelles privées.▶ Payer les propriétaires terriens pour protéger les bassins versants.▶ Étendre la zone sous systèmes agroforestiers et améliorer leur gestion.



Les possibilités de synergie entre le secteur forestier et l'économie verte

Il y a une prise de conscience et une compréhension de plus en plus croissante des décideurs, en ce qui concerne les potentiels avantages environnementaux, économiques et sociaux que le secteur forestier peut apporter à la transition vers une économie verte.

- ▶ Il y a un besoin urgent de promouvoir et de maximiser la contribution du secteur forestier à la réduction des émissions et d'en tenir compte dans les accords internationaux sur le changement climatique.
- ▶ D'autres services environnementaux des forêts tels que la biodiversité, la lutte contre l'érosion et la protection des bassins versants devraient être mieux reconnus et indemnisés.
- ▶ La promotion de la gestion durable des forêts permettra d'améliorer le rôle des forêts comme puits de carbone et de contribuer à la compensation des émissions mondiales.
- ▶ Les marchés du carbone pourraient fournir un flux accru de revenus pour les propriétaires des forêts.

Recommandations

Les forêts sont des atouts multifonctionnels; les investissements et la gestion doivent donc reconnaître leur rôle en tant qu'importants facteurs de production. Les réformes politiques ciblées et les mécanismes internationaux doivent catalyser et appuyer les investissements publics et privés dans les forêts, en s'assurant que les avantages sociaux

Parc à bois à petite échelle, Meru, Kenya (Avec l'autorisation de Nick Pasiecznik)



Sources

Pène, C., ed. 2010. The forest sector in the green economy. Geneva Timber and Forest Discussion Paper 54. Geneva: UNECE/FAO Timber Section, Trade and Timber Division.

Puri, J., Hagelberg, N., Bertrand, N., 2011. Forests in a Green Economy: A Synthesis. Geneva: United Nations Environmental Programme.

UNEP, 2011. Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication. Geneva: United Nations Environmental Programme. www.unep.org/greeneconomy

et environnementaux s'accumulent parallèlement. La gestion durable des forêts doit être efficace et transparente, puis mesurer avec précision l'ensemble des flux et des stocks des systèmes forestiers.

Afin de promouvoir la contribution du secteur forestier au verdissement de l'économie, il sera nécessaire de:

- ▶ trouver un équilibre entre ce qui doit être fait par les gouvernements et ce qui doit être laissé aux marchés, y compris dans quelle mesure le secteur privé a besoin d'incitations publiques pour promouvoir les activités vertes;
- ▶ assurer la cohérence entre les politiques qui promeuvent l'économie verte au sein et entre les secteurs;
- ▶ redoubler d'efforts pour améliorer la prise de conscience publique du potentiel des forêts et du bois à atténuer le changement climatique;
- ▶ améliorer la valeur des produits ligneux en maximisant la valeur ajoutée tout en utilisant pleinement les résidus ligneux;
- ▶ prévoir une probable concurrence accrue entre les différents usages du bois qui soient, ainsi que des situations où la production soutenue et la disponibilité des matières premières pourraient devenir critique;
- ▶ promouvoir l'utilisation accrue des bois dans les bâtiments et dans la construction générale, comme matériau renouvelable et écologique, et l'utilisation du bois comme source d'énergie;
- ▶ s'assurer de la meilleure utilisation possible de la certification forestière.

Traduit de l'anglais par New Alliance Publishers

Contactez nous

The Executive Secretary, African Forest Forum (AFF), United Nations Avenue, Gigiri, P.O. Box 30677-00100, Nairobi, Kenya
Téléphone: +254 20 722 4203 | Fax: +254 20 722 4001 | Email: exec.sec@afforum.org | Site web: www.afforum.org

